

MARCHES PUBLICS – ACCORDS CADRES	<b>Cadre réservé à l'administration</b>	
<b>DC4 – DECLARATION DE SOUS TRAITANCE</b> 	Nom du sous-traitant :	
<input type="checkbox"/> MARCHÉ DE TRAVAUX		
<input type="checkbox"/> MARCHÉ DE SERVICES (HORS FOURNITURES) ET/OU PRESTATIONS INTELLECTUELLES	N° Acte spécial	Version (initial, bis, ter,...)
<input type="checkbox"/> DE 1 <sup>er</sup> RANG		
<input type="checkbox"/> DE 2 <sup>nd</sup> RANG		

(1) Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

#### A - Identification de l'acheteur

Désignation de l'acheteur :

**MINISTERE DES ARMEES**  
**Le directeur de l'ESID de METZ**  
**Etablissement du service d'infrastructure de la Défense-Caserne NEY-**  
**BP 30001- 57 044 METZ Cedex 01**

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances) :

**Le directeur de l'ESID de METZ**  
**Etablissement du service d'infrastructure de la Défense**  
**BP 30001- 57 044 METZ Cedex 01**  
Mail : [esid-metz.ach.fct@def.gouv.fr](mailto:esid-metz.ach.fct@def.gouv.fr)

#### B - Objet du marché public

(En cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance)

Références à rappeler	
N° de projet : Projet n° N° de marché + date notification : N° BDC + date notification (le cas échéant) :	N° Comptable :
Objet du marché :	

#### C - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante)

- ☐ Un document annexé à l'offre du soumissionnaire
- ☐ Un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution du marché)
- ☐ Un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

**Commenté [LYAA1]:** Cocher la case appropriée

**Commenté [LYAA2]:** Si marché < 90k€ ht faire mention uniquement du n° de projet. Ex : 2024-USID02-XXX

Si marché > 90k€ ht faire mention du n° de projet et du n° du marché. Ex DAF XXX du XXX

Si marché passé dans le cadre d'un accord-cadre à bon de commande faire mention du n° de marché, du lot et de l'EJ du bon de commande de l'acte d'engagement valant commande (AEVC). Ex EJ 1400...

Attention l'EJ du marché sera à mentionner à côté du DAF (ne pas inverser les deux. Ex EJ du marché 1300...

**Commenté [LYAA3]:** Cette partie doit reprendre l'intégralité de l'objet mentionné sur les pièces du marché.

Si le marché est lié à un accord-cadre, faire mention de ce dernier au début de l'objet. Ex ACBC Ville (67)...

## D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :
- Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :
- Adresse électronique :
- Numéros de téléphone et de télécopie :
- Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :
- Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :
- En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

## E - Identification du sous-traitant de premier rang

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :
- Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :
- Adresse électronique :
- Numéros de téléphone et de télécopie :
- Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :
- Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :
- Code NAF :
- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :  
(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur)
- Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet](#)

**Commenté [LYAA4]:** La personne identifiée dans cette partie sera aussi celle habilitée à signer le DC4 en bas du formulaire.

1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

☐ Oui ☐ Non

■ Pour les **marchés de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement et à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service ([article R. 2393-33](#) du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

☐ Oui ☐ Non

#### F - Identification du sous-traitant de second rang

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (*si elle est différente de l'adresse postale*), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

■ Adresses postale et du siège social (*si elle est différente de l'adresse postale*) :

■ Adresse électronique :

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ **Forme juridique du sous-traitant** (*entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.*) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

■ **Code NAF** :

■ **Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant** :

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur)

■ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

☐ Oui ☐ Non

■ Pour les **marchés de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement et à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service ([article R. 2393-33](#) du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

☐ Oui ☐ Non

**Commenté [LYAAS]:** A renseigner uniquement pour lors d'un second rang

## G – Dispositions particulières concernant le traitement des données personnelles

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

■ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : .....

La durée du traitement est : .....

La nature des opérations réalisées sur les données est : .....

La ou les finalité(s) du traitement sont : .....

Les données à caractère personnel traitées sont : .....

Les catégories de personnes concernées sont : .....

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

- ☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;
- ☐ le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'[article 28 du règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Dans les **marchés de défense et de sécurité**, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

## H – Nature et Prix des prestations sous-traitées

■ Nature des prestations sous-traitées (préciser tranches/section technique/N° de poste de la DPGF ou du CTPP justifiant du prix du **marché**) :

Tranche concernée (le cas échéant)	Section(s) technique(s) concernée(s)	Nature des prestations sous-traitées Numéro(s) d'article CCTP ou DPGF	Montant de la sous-traitance € HT
MONTANT TOTAL * (HT)			
TAUX DE TVA 20 %			
MONTANT TOTAL (TTC)			

**\*Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du général des impôts.**

Modalités de variation des prix :

- ☐ Prix fermes ☐ Prix fermes actualisables ☐ Prix révisables

Mois d'établissement des prix : .....

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct ([article R 2193-10](#) ou [article R. 2393-33](#) du code de la commande publique) :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ Oui ☐ Non

## I - Conditions de paiement

**Commenté [LYAA6]:** La partie F n'a pas d'obligation à être renseigné. Seules les deux cases liées au RGPD sont obligatoires à être cochées

**Commenté [LYAA7]:** Il convient de créer autant de lignes que nécessaire en adéquation à la DPGF si cette dernière existe.

**Commenté [LYAA8]:** Si DC4 de travaux, alors faire mention dans la ligne Taux de TVA 20% : « TVA autoliquidée si tel est le cas » ; dans la ligne Montant Total (TTC) : ne rien inscrire. Ainsi seul le montant HT sera payé.

Bien entendu, en cas de caution bancaire, cette dernière devra correspondre au montant HT.

**Commenté [LYAA9]:** Se référer au CCP ou CCAP. Si les conditions d'un paiement direct ne pas acceptées, produire une caution bancaire

**Compte à créditer :**

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

**Nom de l'établissement bancaire :**

**Numéro de compte :**

**Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :**

(Cocher la case correspondante.)

☐

Oui

☐

Non

**J – Durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois**

(Nota : Si la durée indiquée dans le contrat de sous-traitance ne correspond pas à un nombre entier, arrondir au nombre entier supérieur.  
Ex : 20 jours = 1 mois, 1 mois et 2 semaines = 2 mois, etc.)

La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois est de :

**K - Capacités du sous-traitant**

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité (MDS), ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2)

**K1** - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

- Attestation fiscale à jour du paiement (Année N-1)
- Attestation de versement des cotisations URSSAF datant de moins de 6 mois
- Liste de références justifiant des capacités techniques (prestations similaires), qualifications
- Immatriculation de la société
- Attestation d'assurance responsabilité civile
- Attestations d'assurances responsabilité décennale si assujetti
- Cautiion bancaire (le cas échéant)
- RIB (le cas échéant)
- Attestation des congés payés si assujetti
- Attestation de versement des cotisations URSSAF datant de moins de 6 mois ou MSA (si lié caisse Agricole)

**K2** - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 ou de l'article R. 2343-15 du code de la commande publique) :

Adresse internet :

Renseignements nécessaires pour y accéder :

**L - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure**

**L1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (\*) :**

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (\*\*);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

**Commenté [LYAA10]:** Merci de bien respecter les indications. On parle en mois et plus en jours.

**Commenté [LYAA11]:** Il convient d'adresser votre DC4 une seule fois accompagnée des pièces demandées.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐

**Commenté [LYAA12]:** La case à cocher est obligatoire

(\*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(\*\*) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

**L2 – Documents de preuve disponibles en ligne** (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

**Adresse internet :**

**Renseignements nécessaires pour y accéder**

## M - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes.)

- ☐ L'exemplaire unique n'a pas été délivré,
- ☐ L'exemplaire unique a été délivré, mais le présent DC4 n'affecte pas le nantissement du titulaire

**1<sup>ère</sup> hypothèse** ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

- ☐ L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
- OU
- ☐ Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**2<sup>ème</sup> hypothèse** ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

- ☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;

OU

- ☐ L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- Soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- Soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

**Commenté [LYAA13]:** Si cas général. Seule la case « l'exemplaire unique n'a pas été délivrée » est à cocher

Si « l'exemplaire unique a été délivré » le titulaire doit impérativement restituer l'original ou une mainlevée. Sinon la sous-traitance est impossible. Les cases de la 1<sup>ère</sup> hypothèse seront aussi à renseigner.

Si le DC4 a fait l'objet d'une modification cocher les cases de la 2<sup>ème</sup> hypothèse.

Comptable assignataire des paiements :  
Direction départementales des finances des Landes  
23 rue Armand Dulamon – BP 309  
40 011 MONT DE MARSAN Cedex

N - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant).

A	, le	A	,le	A	, le
Le sous-traitant de 1 <sup>er</sup> rang		Le sous-traitant de 2 <sup>nd</sup> rang		le soumissionnaire ou le titulaire	
(personne identifiée rubrique E du DC4)		(personne identifiée rubrique F du DC4)		(personne identifiée rubrique D du DC4)	

Commenté [LYAA14]: Les signatures sont soit manuscrites soit dématérialisées.  
Les noms des signataires doit apparaître

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A

, le

Le représentant de l'acheteur :

*(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)*

(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A: le

Notification de l'acte par voie électronique : joindre l'accusé réception de la PLACE